



Plan Trump pour la Palestine :

sous prétexte de paix, la perpétuation de la guerre et de l'apartheid

La 28 janvier 2020, le Président des Etats-Unis Donald Trump a présenté son « plan pour la Proche-Orient », qualifié de « deal du siècle ». Depuis la Maison-Blanche, avec la participation enthousiaste du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et l'absence notable de tout représentant palestinien, le Président des États-Unis a ainsi entériné la disparition de la Palestine de la carte. La Palestine serait désormais réduite à une Cisjordanie transformée en une espèce de confettis au milieu des colonies d'implantation glissées dans les frontières israéliennes, à une bande de Gaza plus confinée que jamais, et à un tunnel qui relierait les deux parties. La capitale de cet ersatz d'État serait Abou-Dis, un faubourg de Jérusalem, ville où Trump a récemment déplacé l'ambassade états-unienne au mépris de toute règle internationale.

Ce « plan de paix » du président des Etats-Unis, cousu main pour satisfaire les politiques bellicistes de Netanyahu à la veille des élections israéliennes, n'instaure aucunement une « solution à deux états » comme le prétendent ses promoteurs : il asservit complètement les Palestiniens à Israël, ferme la porte à une résolution pacifique du conflit israélo-palestinien et ouvre la voie à une déstabilisation durable du Proche-Orient qui n'avait absolument pas besoin de cela.

La France, toute honte bue, salue « les efforts » de Trump, au lieu d'exiger l'application des résolutions de l'ONU longtemps méprisées et de peser de tout son poids pour le respect des règles internationales. Membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, elle aurait dû prendre des initiatives pour le respect des droits du peuple palestinien plutôt que de soutenir la politique de Trump et Netanyahu. La France, « patrie des droits de l'homme », aurait dû œuvrer pour la paix. En soutenant le plan Trump, elle prépare la guerre.

Le SNTRS-CGT, avec notre fédération, la FERC, participe aux initiatives syndicales européennes et internationales de solidarité avec la Palestine, et plus particulièrement avec la communauté éducative et scientifique palestinienne et ses syndicats. Plusieurs laboratoires ou équipes de recherche tissent des liens avec leurs homologues palestiniens, notamment via le programme PAUSE, et font l'amère expérience des restrictions sévères imposées par Israël qui entrave de façon inacceptable la libre circulation de la connaissance et mine le développement scientifique facteur de paix et d'amitié entre les peuples.

Le SNTRS-CGT appelle les personnels de la recherche à participer à toute initiative de solidarité et de soutien au peuple palestinien.

Avec la CGT, il appelle à signer massivement et à diffuser largement la pétition lancée par l'association France-Palestine solidarité :

« Nous ne laisserons pas la Palestine disparaître de la carte ! » <http://chng.it/p2LkVztq8z>

Villejuif, le 7 février 2020